



Depuis plusieurs années, je mène des réflexions sur le statut et le devenir de la diaspora camerounaise, afin qu'elle devienne une référence sur le plan mondial et un modèle d'excellence. Je vais partager avec vous ci-dessous mes idées à ce sujet.

DIASPORA, un mot décidément à la mode, mais aussi court le risque de devenir un fourre-tout au contenu inextricable. Avant de dire ce que la diaspora peut faire pour nous et comment le pays doit lui assurer un bon accueil, il faudrait avant tout définir ce que nous mettons dans ce terme.

PRÉSENTATION : CRITÈRES MODÈLES.

Tous les migrants de plus ou moins longue durée ne sauraient être considérés comme des membres de la diaspora. La diaspora obéit à une série de critères d'éligibilité. Les deux plus importants sont un lien fort avec le pays d'origine et l'excellence. Un lien avec le pays d'origine. Pour illustrer cette partie, nous allons prendre pour exemple, les diasporas les plus souvent citées comme les modèles les plus pertinents. Il y en a quatre : les Juifs, les Arméniens, les Chinois et les Indiens.

Les modèles.

Les juifs. C'est à leur sujet que le mot signifiant dispersion, a été utilisé pour la première fois. Leur attachement au pays est très fort et le retour est inscrit dans leur mémoire. Ce lien est encore renforcé par une religion et c'est la seule diaspora qui se désigne par ce lien culturel. Les Arméniens. C'est une diaspora assez ancienne elle aussi. Ils ont eux aussi conservé un grand attachement à leur pays d'origine à travers la religion orthodoxe et la langue que toutes leurs diasporas parlent. Les Chinois. C'est un peuple dont la migration économique est assez ancienne. Les liens culturels sont assez forts, comme nous pouvons le constater. Dans certains pays, ils ont reconstitué des villes – Chinatown – dans leurs villes de résidence, pratiquant leurs fêtes (nouvel an chinois) et conservant leur langue. Les Indiens. C'est une diaspora assez récente. Elle aussi va migrer pour des raisons économiques. Leur attachement au pays porte d'énormes fruits, du point de vue économique et même diplomatique, puisqu'ils influencent les décisions jusqu'à l'ONU en faveur de leurs pays.

L'excellence.

C'est une caractéristique très forte au sein de ces diasporas qui nous servent de modèle. On ne compte plus les prix Nobel juifs dans le monde. Les Arméniens eux aussi privilégient cet aspect. Ils réalisent des transferts de fonds colossaux sous forme de dons ou d'investissement.

Les Indiens sont les plus grands informaticiens de la Silicon Valley californienne et leur lobbying dans les instances internationales porte des fruits. La force des Commerçants chinois de l'étranger est une source exceptionnelle d'entrée de devises et ils ont réussi des transferts de technologie considérables et ont été comme les Indiens à l'origine de gros investissements dans leurs pays, avec leurs propres deniers ou par des investissements étrangers. Du point de vue des pays de départ, tout est fait pour que ces diasporas soient heureuses de rentrer à la maison. Elles savent qu'elles sont aimées et désirées. Des dispositifs spéciaux sont mis en place pour elles.

La double nationalité est systématique et il y a désormais dans de nombreux pays des ministères, des élus et des fondations qui leurs sont consacrés.

LE CAS CAMEROUNAIS.

Après cet éclairage, nous pouvons nous demander dans quelle condition notre diaspora peut valablement penser à un retour gagnant /gagnant au pays. Il est évident que nous parlons à la diaspora « positive » et nous n'en dirons pas plus. Il existe déjà une forte participation de la diaspora au bien être des familles et nous pouvons nous en réjouir. C'est un indice qui ne trompe pas. Nos frères et nos sœurs ont conservé un lien fort avec leurs origines. Les succès des Camerounais de l'étranger ne sont plus à démontrer.

Les musiciens et artistes en tout genre, les footballeurs et les autres sportifs, sont parmi les meilleurs de tous les migrants venus d'Afrique. Dans les grandes écoles, les universités, les entreprises, les Camerounais ont fait et font leurs preuves. Je suis absolument convaincu que de plus en plus, ils pensent au retour pour participer au développement du Cameroun.

État des lieux:

Permettez-moi d'illustrer cette conviction par mon modeste exemple. Après plus d'une dizaine d'années à l'étranger, après mes études et bien que ma position sociale n'ait pas été mauvaise – bien au contraire -, j'ai ressenti l'impérieux désir de rentrer au pays. Je savais que le Cameroun avait besoin d'une forte mobilisation de sa jeunesse dans la sphère politique. Ce retour, je l'ai réalisé à l'âge de 29 ans en 2008. Comme nous le savons tous, je suis bien loin d'être une exception.

Beaucoup de jeunes et moins jeunes ont fait ce voyage. D'autres investissent dans la création de richesses ou dans l'immobilier. D'autres encore – ils sont bien nombreux – tâtent le terrain et attendent que les conditions d'accueil s'améliorent. La balle est donc dans le camp des autorités.

L'État des dispositifs d'incitation au retour. Nos frères et nos sœurs installés à l'étranger déplorent que les dispositifs que l'on observe chez nos voisins ne soient pas appliqués dans notre pays. Ils ne comprennent pas que le Cameroun soit l'un des quatre pays africains avec la RDC, l'Ethiopie, et Madagascar, les seuls à proscrire totalement ou partiellement la double nationalité. Le cas du Cameroun est l'un des plus restrictifs au monde. Pourquoi ? Qu'est-ce qui justifie cela ? Cette situation est très préjudiciable à nos relations avec la diaspora qui ne se sent pas du tout désirée. La proposition que j'ai faite à mon équipe et que le PURS a adopté est claire et se veut révolutionnaire.

Au sujet de la double nationalité, notre position est sans ambiguïté ; la nationalité camerounaise est un droit inaliénable pour tout citoyen camerounais de naissance. L'adoption d'une autre nationalité ne remet pas en cause ce légitime droit. Elle est transmissible aux enfants.

En ces temps où l'on observe d'importants mouvements migratoires internationaux, mouvements dus à la facilité des déplacements, il est pertinent que nous maintenions ce droit à nos populations qui s'en vont vers d'autres cieux. Nous leur dirons en substance, « vous serez toujours ici chez vous ». Cette levée de verrou psychologique revêt une forte symbolique. Elle agira positivement sur les membres de la diaspora et les rendra disponibles pour leur origine. Il urge de mettre en place une structure forte qui coordonne les relations avec la diaspora, un ministère ou pour le moins un secrétariat d'Etat rattaché au Premier Ministère ou au ministère des affaires étrangères.

A ce dispositif fort, il conviendra d'annexer des fondations thématiques, des élus. Aujourd'hui, nos compatriotes de l'étranger se sentent écartés de la gestion de la chose publique, ils sont certainement parmi les plus mal lotis d'Afrique en la matière ; c'est un constat clair qu'ils soulignent à chacune de nos rencontres. Depuis une dizaine d'années ils ont sollicité la double nationalité, malheureusement, les pouvoirs publics – le président de la république en tête – restent sourds à leur doléance. Pourtant, la diaspora camerounaise est estimée l'une des plus fortes d'Afrique quantitativement, mais surtout qualitativement, un gisement de potentialités non exploité par les pouvoirs publics. Il est inadmissible qu'elle continue à trainer ce malaise et ce lourd sentiment d'abandon. Nous ne ménagerons pas nos efforts pour que satisfaction leur soit donnée.

CONCLUSION: Il est donc temps que le gouvernement lève tous ces verrous, ouvre grandes les portes avec des décisions fortes et des actes symboliques prestigieux. Le désir de

participation de nos diasporas est manifeste. Elles remplissent largement les conditions des diasporas, l'attachement à notre beau pays et l'excellence qui leur est reconnue dans leurs pays de résidence.

Serge Espoir Matomba

Premier Secrétaire du PURS
